

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

4 JUILLET 2013

Proposition de déclaration de révision de la Constitution en ce qui concerne les pouvoirs du Roi

(Déposée par M. Karl Vanlouwe)

DÉVELOPPEMENTS

Le statut de la monarchie belge est désespérément obsolète. Le choix d'une monarchie constitutionnelle pour l'État belge nouvellement créé était un choix pragmatique dans la première moitié du XIX^e siècle. Si l'absolutisme royal caractéristique de l'Ancien Régime était certes révolu au lendemain des révoltes américaine et française qui ont marqué la fin du XVIII^e siècle, le choix d'une république eût néanmoins été trop extrême car, à l'époque, les relations internationales et la diplomatie étaient exercées avant tout par des souverains. C'était aussi le souverain qui commandait l'armée : une allusion romantique à l'idéal courtois du roi-chevalier. D'un point de vue historique, la monarchie belge remonte à l'époque de la restauration qui suivit les guerres napoléoniennes et le Congrès de Vienne.

Aujourd'hui, près de deux siècles plus tard, il est grand temps de revoir le rôle de la monarchie dans notre structure étatique. Les structures internes comme les circonstances internationales ont considérablement évolué. La Constitution fédérale de 1993 a délesté l'État fédéral d'importantes compétences au profit des Communautés et des Régions. L'intégration européenne et la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ont aussi été l'occasion de transférer de larges compétences en matière de sécurité nationale et internationale à un niveau supranational. En droit des traités, notre armée est liée par la Convention de Washington de 1949, qui a donné naissance à l'OTAN, de sorte que la fonction de commandant en chef des forces armées attribuée au Roi est totalement vidée de sa substance.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2012-2013

4 JULI 2013

Voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet wat de bevoegdheid van de Koning betreft

(Ingediend door de heer Karl Vanlouwe)

TOELICHTING

Het statuut van de Belgische monarchie is hopeloos verouderd. De keuze voor een constitutionele monarchie voor de nieuw opgerichte Belgische Staat was een pragmatische keuze in de eerste helft van de negentiende eeuw. Het voorstel van absolutisme van het Ancien Régime behoorde door toedoen van de Amerikaanse en de Franse Revoluties van de late achttiende eeuw tot het verleden. Anderzijds was de keuze voor een republiek dan weer te verregaand omdat de internationale relaties en de diplomatie in die tijd in de eerste plaats beoefend werden door vorsten. Ook stond de vorst aan het hoofd van het leger : een romantische verwijzing naar het hoofse ideaal van de koning-ridder. Historisch is de Belgische monarchie volledig gestoeld op de restauratie-periode na de Napoleontische oorlogen en het Congres van Wenen.

Bijna twee eeuwen later is het hoog tijd de rol van de monarchie in het staatsbestel te herzien. Zowel de binnenlandse structuren als de internationale omstandigheden zijn danig geëvolueerd. De federale Grondwet van 1993 gaf belangrijke bevoegdheden uit handen van de Nationale Staat aan de gemeenschappen en de gewesten. Ook de Europese integratie en de oprichting van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie (NAVO) zorgde ervoor dat belangrijke bevoegdheden aangaande de nationale en de internationale veiligheid werden toegewezen aan een supranationaal niveau. Verdragsrechtelijk is onze krijgsmacht gebonden aan het verdrag van Washington uit 1949 dat aan de basis ligt van de NAVO, waardoor de functie van de vorst als opperbevelhebber van de strijdkrachten volledig is uitgehouden.

Nombre d'États membres de l'Union européenne (UE) ont opté pour le maintien de la monarchie au cours des deux derniers siècles, mais ils ont fait évoluer celle-ci sur la base des principes démocratiques censés régir un État. La Belgique, elle, n'a pas encore connu cette évolution. De nombreuses règles constitutionnelles font aujourd'hui l'objet d'une interprétation différente. Par ailleurs, de nombreuses compétences décisionnelles ou prérogatives du Roi ou des membres de la famille royale ne sont réglées ni dans la Constitution, ni dans la loi. Il est grand temps que notre pays — à l'instar de nombreux autres États membres de l'Union européenne — adapte l'institution monarchique aux principes démocratiques actuels, tant en droit qu'en fait.

Méthodologie

La sixième réforme de l'État ne laisse aucune place à une révision du rôle de la monarchie. L'on peut très bien adapter les dotations sans revoir la Constitution; par ailleurs, plusieurs articles de la Constitution attribuant un rôle déterminé au Roi ont été déclarés ouverts à révision, que ce soit par la déclaration de révision de la Constitution du 7 mai 2010 (1) ou par le biais de l'ingénierie juridique de l'article 195 de la Constitution.

La proposition opte délibérément pour un débat de fond en vue de réformer intégralement le rôle de la monarchie, ce que le cadre actuel des articles ouverts à révision ne permet pas. Les auteurs choisissent aussi délibérément de ne pas passer par la voie détournée de l'article 195 de la Constitution. D'où la nécessité d'ouvrir à révision une série d'articles de la Constitution, en plus des quelques dispositions déjà ouvertes à révision à l'heure actuelle.

Il ne faut pas que le débat de fond soit noyé dans la masse de travail qui attend encore les Chambres. L'on pourra ainsi mener un débat global et approfondi. En outre, en reportant ce débat au-delà des élections, on laisse le temps à l'opinion publique de se faire entendre sur la question.

Contenu de la royauté

Si l'on opte pour le maintien de la monarchie, il faut qu'elle devienne purement protocolaire.

Vele van onze medelidstaten van de Europese Unie (EU) kozen in de laatste twee eeuwen voor een behoud van de monarchie, maar lieten deze wel evolueren op basis van de democratische principes die een Staat zouden moeten beheersen. In België gebeurde dit nog niet. Veel regels uit de Grondwet worden inmiddels anders uitgelegd. Daarnaast zijn veel beslissingsbevoegdheden of voorrechten van de Koning of leden van de koninklijke familie niet in de Grondwet of in de wet geregeld. Het is hoog tijd dat ons land — in navolging van vele andere landen van de Europese Unie — dit instituut aanpast aan de democratische beginselen van vandaag; zowel in rechte als in de feite.

Methodiek

In de zesde staatshervorming is geen ruimte gelaten voor de herziening van de rol van de monarchie. De dotaties kan men aanpassen buiten de Grondwet en ook een aantal artikelen van de Grondwet die de Koning een bepaalde rol toedichten, zijn voor herziening vatbaar. Dit bij verklaring tot herziening van de Grondwet van 7 mei 2010 (1) of via de juridische spitstechnologie van artikel 195 van de Grondwet.

Het voorstel kiest zeer bewust voor een debat ten gronde dat de volledige rol van de monarchie moet hervormen. In het huidige kader van artikelen die voor herziening vatbaar werden verklaard, is dit niet mogelijk. Er wordt ook zeer bewust voor gekozen geen gebruik te maken van de omzeiling via artikel 195 van de Grondwet. Vandaar dat een serie artikelen uit de Grondwet voor herziening vatbaar moeten worden, inclusief die enkele bepalingen die momenteel al herzien kunnen worden.

Het debat ten gronde mag niet verzanden in het vele werk dat nog op de plank ligt in de Kamers. Op deze wijze kan het debat ten gronde gevoerd worden en over het geheel. Dat het debat op deze wijze over de verkiezingen getild wordt, laat toe dat ook de publieke opinie de tijd krijgt in te spelen op deze discussie.

Inhoud van het koningschap

Indien men kiest voor het behoud van de monarchie, moet men komen tot een louter protocolair gegeven.

(1) Doc. parl. Chambre, 2010, n° 53-10/001.

(1) Stuk Kamer 2010, nr. 53-10/001.

Formation du gouvernement fédéral

Concrètement, le Roi ne doit plus jouer aucun rôle dans la formation et la dissolution du gouvernement et du Parlement. Les institutions d'une démocratie adulte sont capables de s'acquitter elles-mêmes de ces deux tâches. Elles n'ont pas besoin d'une façade derrière laquelle ce sont de toute façon les responsables politiques qui décident de la méthode à suivre. Très concrètement, il n'est pas judicieux que, lors de la formation d'un gouvernement par exemple, le Roi ait l'initiative alors qu'en coulisses, certains choix politiques voire certaines préférences personnelles s'avèrent prépondérants. Ce dont on a besoin, c'est de transparence, et non d'une mise en scène. Une intervention par le biais du règlement de la Chambre des représentants est déjà une première étape (1), mais une adaptation de la Constitution à la nouvelle réalité s'impose si l'on veut véritablement amener de la transparence.

Rôle législatif

Sur le plan législatif non plus, le Roi n'a, selon nous, plus aucun rôle à jouer. Il sanctionne et promulgue les lois, mais il y a longtemps que les arrêtés royaux sont en réalité des arrêtés du pouvoir exécutif fédéral. Le Roi appose sa signature au bas des textes qui lui sont soumis, mais il ne dispose d'aucune marge de modification ou de refus. La Roi Baudouin avait provoqué une «mini-Question royale» en refusant de signer la loi sur l'avortement. La seule solution qui avait été trouvée à l'époque fut une interprétation à la fois créative et originale de la Constitution. Mieux vaut aujourd'hui cesser de recourir à de tels artifices et adapter la Constitution à la réalité.

Nombreux sont ceux qui invoquent la période des affaires courantes pour défendre le rôle législatif et réglementaire du Roi. Mais même en affaires courantes, le Roi n'est pas responsable. Que l'on soit en affaires courantes ou non, la situation est donc *de facto* la même : le ministre reste responsable, qu'il puisse ou non être appelé à rendre des comptes au Parlement. La Constitution est très claire sur ce point.

Afin de bien situer le rôle du Roi dans la législation, l'on peut se référer utilement à l'exemple de la République française. L'article 10 de la Constitution française de 1958 prévoit que le président de la République promulgue les lois votées par le Parlement dans les quinze jours qui suivent leur transmission au gouvernement. Contrairement au Roi des Belges, le président français est donc bien tenu de respecter un délai.

(1) Doc. parl. Chambre, 2012-2013, n° 53-2929/001.

Vorming van federale regering

Concreet moet de rol van de Koning bij de vorming en de ontbinding van de regering en het parlement volledig verdwijnen. De instellingen van een volwassen democratie zijn hiertoe zelf in staat. Ze hebben geen nood aan een façade waarachter politici toch beslissen over de te volgen werkwijze. Heel concreet past het niet dat bijvoorbeeld bij de vorming van een regering de Koning het initiatief heeft terwijl achter de schermen bepaalde politieke keuzes en zelfs persoonlijke voorkeuren zwaar doorwegen. Er is nood aan transparantie, niet aan toneel. Een ingreep via het reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers is een eerste stap (1). Maar een aanpassing van de Grondwet aan de nieuwe realiteit is nodig voor het scheppen van transparantie.

Wetgevende rol

Ook qua wetgevend werk heeft de Koning geen rol meer te spelen. Integendeel. De Koning bekrafftigt de wetten en kondigt ze af. Koninklijke besluiten zijn al lang besluiten van de federale uitvoerende macht. De Koning zet een handtekening onder wat wordt voorgelegd. Er is geen enkele marge tot wijziging of weigering. Koning Boudewijn veroorzaakte een minikoningskwestie met de abortuswet. Toen was de enige oplossing een ongekend staaltje van creativiteit met de interpretatie van de Grondwet. Beter is het komaf te maken met dergelijke kunstgrepen en de Grondwet aan te passen aan de realiteit.

Velen verwijzen naar de periode van lopende zaken om deze rol van de Koning in wet- en regelgeving te verdedigen. De Koning is, ook in lopende zaken, echter niet verantwoordelijk. *De facto* is de situatie dus gelijklopend in of buiten lopende zaken : de minister blijft verantwoordelijk, ongeacht of deze al dan niet voor het parlement ter verantwoording geroepen kan worden. De Grondwet is daar zeer duidelijk over.

Om de rol van de Koning in de wetgeving te kaderen is het goed om naar het voorbeeld van de Franse Republiek te kijken. Artikel 10 van de Franse Grondwet van 1958 bepaalt dat de president de wetten gestemd door het Parlement afkondigt binnen een termijn van vijftien dagen nadat de wet aan de regering is overgemaakt. In tegenstelling tot de Belgische Koning, is de Franse president dus wel gebonden door een termijn.

(1) Stuk Kamer 2012-2013, nr. 53-2929/001.

La position constitutionnelle du président français n'est pas comparable à celle d'un Roi. Le président est élu directement par le peuple, au même titre que le Parlement. Il jouit donc d'une légitimité démocratique aussi importante que celle de la représentation nationale.

Pourtant, en cas de cohabitation, le président interprète cette compétence de promulgation des lois comme une compétence liée. Il ne refusera donc jamais de promulguer une loi, car un tel refus serait antidémocratique. Ainsi que le président Mitterand l'affirmait dans une interview, lorsque le parlement vote une loi, celle-ci doit être signée : « Lorsque le Parlement vote une loi, je deviens un notaire et quand, dans le délai qui m'est imparti, je dois signer, je signe sans quoi je serais en situation de forfaiture. C'est la volonté du Parlement qui s'impose. »

N'est-il pas étrange de voir un président français, élu directement, estimer publiquement en 1993 ne pas pouvoir refuser de signer des lois, par respect pour la démocratie, alors que quelques années auparavant, un souverain belge — qui ne pouvait en aucun cas se prévaloir de la même légitimité démocratique — se permettait un tel refus ? L'on voit bien, en tout cas, que les normes qui régissent à l'étranger le rôle législatif du chef de l'État — même si ce dernier est élu démocratiquement — diffèrent de la réalité belge.

Relations internationales

La description du rôle du Roi en matière de relations internationales et de conclusion de traités est également d'un autre temps. En réalité, ce sont les différents gouvernements qui, selon leurs compétences, s'acquittent de ces tâches. La réforme de l'État de 1993 octroie des compétences en matière de conclusion de traités aux communautés et aux régions, selon le principe « *in foro interno, in foro externo* ». Ce rôle de façade attribué au Roi doit également être gommé de la Constitution. Par ailleurs, le Roi peut continuer à exercer son rôle de chef d'État protocolaire en recevant les lettres de créance des ambassadeurs et émissaires diplomatiques étrangers en poste dans notre pays. C'est aussi le cas dans des pays dotés d'une monarchie protocolaire inspirée du modèle scandinave, et même dans certaines républiques, comme l'Allemagne, où le président remplit une fonction protocolaire.

Nominations et droit de grâce

Les dispositions de la Constitution relatives à la désignation ou à la nomination du personnel des services publics ne sont pas adaptées à la réalité. Les fonctionnaires ne vont pas présenter leur candidature

De grondwettelijke positie van de Franse president kan men niet vergelijken met deze van een Koning. De president wordt rechtstreeks verkozen door het volk, net als het Parlement. De democratische legitimiteit van de president is dus even groot als deze van de volksvertegenwoordiging.

Toch is het zo dat de president, in geval van cohabitation, deze bevoegdheid om de wetten af te kondigen, interpreert als een gebonden bevoegdheid. De president zal dus nooit weigeren om een wet af te kondigen. Een weigering zou ondemocratisch zijn. Wanneer het parlement een wet stemt, dan moet die worden ondertekend, verklaarde president Mitterand in een interview : « *Lorsque le Parlement vote une loi, je deviens un notaire et quand, dans le délai qui m'est imparti, je dois signer, je signe sans quoi je serais en situation de forfaiture. C'est la volonté du Parlement qui s'impose.* »

Het is merkwaardig om vast te stellen dat de rechtstreeks verkozen Franse president in 1993 meent dat hij om democratische redenen niet mag weigeren om wetten te ondertekenen, terwijl enkele jaren tevoren een Belgisch vorst — die helemaal niet geniet van dezelfde democratische legitimiteit — wel meent dit te kunnen doen. Dit om te kaderen dat de buitenlandse standaarden van de wetgevende rol van het Staatshoofd — ook al is het democratisch verkozen — verschillend zijn van de Belgische realiteit.

De internationale betrekkingen

De omschrijving van de rol van de Koning in internationale betrekkingen en bij het sluiten van verdragen is evenzeer niet meer van deze tijd. In werkelijkheid staan de verschillende regeringen, naargelang hun bevoegdheid, in voor deze taken. De staatshervorming van 1993 geeft verdragsluitende bevoegdheden aan de gemeenschappen en de gewesten volgens het principe « *in foro interno, in foro externo* ». Ook hier moet deze koninklijke façade uit de Grondwet verdwijnen. Anderzijds kan de rol van de Koning als ceremonieel Staatshoofd wel blijven bestaan in het ontvangen van de geloofsbriefen van buitenlandse ambassadeurs en diplomatieke gezanten in ons land. Dit is ook het geval in landen met een ceremoniële monarchie naar Scandinavisch model en zelfs in republieken met een protocollaire president, zoals Duitsland.

Benoemingen en genaderecht

Voor de aanduiding of benoeming van overheidspersoneel is de omschrijving in de Grondwet niet aangepast aan de realiteit. Het is heus niet zo dat elke ambtenaar gaat solliciteren in het Koninklijk Paleis om

au Palais royal pour être nommés dans le secteur public. Le gouvernement a déjà prévu lui-même les institutions nécessaires en matière de sélection et de recrutement. Il n'est dès lors pas nécessaire que le Roi assume un rôle de façade en la matière. Si on le souhaite, on dispose des instruments qui permettent de désigner la bonne personne, homme ou femme, à la bonne fonction. Cela vaut aussi bien pour les sélections effectuées par le Selor que pour celles effectuées par le Conseil supérieur de la Justice, la Défense ou des bureaux de recrutement externes.

De même, le droit de faire grâce et celui de réduire les peines ne devraient pas, dans notre démocratie, être exercés par un reliquat de l'absolutisme. L'instauration des tribunaux de l'application des peines fournit un instrument plus moderne et plus objectif pour ce faire.

Transparence fiscale

Le Roi jure de respecter les lois. Certaines dispositions de la Constitution prévoient clairement que tous les Belges sont égaux devant le fisc. Force est pourtant de constater que les membres de la Famille royale ne paient pas d'impôts et peuvent s'approvisionner en carburant non seulement sans plomb mais aussi sans accises, sans parler des différents fonds destinés à éluder l'impôt. Il y a donc beaucoup à faire aussi sur le plan financier et fiscal. Il convient non seulement d'adopter des lois ordinaires, par exemple pour régler la question des dotations, mais également de réviser la Constitution sur ce point.

En l'occurrence, la Liste civile est la première chose qui vient à l'esprit. La fonction de cette somme d'argent allouée annuellement a en effet changé de signification au fil du temps. Alors qu'elle était initialement destinée au Roi et à sa famille, presque tous les membres de sa famille proche se sont vu entre-temps octroyer une dotation distincte par l'une ou l'autre loi. Il apparaît en outre que la dotation ne couvre même pas l'ensemble des frais liés à la fonction royale. Par un enchevêtrement de dispositions budgétaires obscures, les services publics les plus divers participent au financement de la Famille royale ou de l'exercice de la fonction royale.

Pensons par exemple aux cadeaux payés par le SPP Politique scientifique, aux frais d'entretien pris en charge par la Régie des bâtiments pour des propriétés de la Donation royale censée s'autofinancer, à certaines tâches accomplies par du personnel de la marine ou d'autres membres du personnel militaire alors qu'elles n'ont rien de militaire, au détachement de diplomates du SPF Affaires étrangères, etc.

En l'occurrence, ces dépenses devraient être reprises en toute transparence dans la Liste civile. Si un service public intervient dans l'accomplissement d'une tâche

bij de overheid benoemd te worden. De regering voorzag zelf reeds de nodige instellingen in functie van selectie en reclutering. De Koning hoeft ook daar niet als façade te dienen. Indien men wil, heeft men de instrumenten om de beste vrouw of man op de goede plaats te krijgen. Dit geldt zowel voor de selecties via Selor, via de Hoge Raad voor Justitie, via Defensie of via uitbestede recluteringskantoren.

Ook het genaderecht of de strafvermindering zijn taken die in onze moderne democratie niet aan een overblijfsel uit het absolutisme toegekend worden. Met de invoering van de strafuitvoeringsrechtbanken is er een moderner en objectiever instrument vorhanden om zich van deze taak te kwijten.

Transparantie in de fiscaliteit

De Koning zweert de wetten na te leven. Er zijn er duidelijk grondwetsbepalingen die elke Belg gelijk stellen voor de fiscus. Nochtans blijkt dat de leden van de Koninklijke Familie geen belastingen betalen en niet alleen loodvrij, maar ook accijnsvrij kunnen tanken. We zwijgen over de verschillende fondsen die dienen om belastingen te ontwijken. Ook op financieel en fiscaal vlak is er dus werk aan de winkel. Niet alleen zijn er gewone wetten nodig, bijvoorbeeld om de dotaties te regelen, ook de Grondwet is aan herziening toe op dit punt.

Vooral de Civiele Lijst springt hier in het oog. Doorheen de tijd is de functie van deze jaarlijkse geldsom immers van betekenis veranderd. Aanvankelijk diende dit bedrag voor de Koning en zijn familie. Intussen hebben vrijwel alle nabije familieleden een afzonderlijke dotatie via een of andere wet. Daarnaast blijkt dat de dotatie niet eens alle kosten van de koninklijke functie dekt. Via een kluwen van onduidelijke en verdoken begrotingsbepalingen vloeit vanuit allerlei overheidsdiensten geld naar de Koninklijke Familie of het functioneren van de koninklijke functie.

Het gaat dan bijvoorbeeld om geschenken die betaald worden vanuit de POD Wetenschapsbeleid, kosten voor onderhoud aan eigendom van de — zelfbedruipende — Koninklijke Schenking die via de Regie der Gebouwen betaald worden, marine- en ander militair personeel die allerminst militaire taken vervullen, gedetacheerde diplomaten van de FOD Buitenlandse Zaken, ...

Dit zijn uitgaven die in alle transparantie uit de Civiele Lijst zouden moeten komen. Indien een overheidsdienst tussenkomt in een bepaalde konink-

royale déterminée, le montant de cette intervention devrait être récupéré sur la Liste civile. C'est la seule manière de faire toute la transparence sur le coût de la monarchie. L'on pourrait envisager à cet égard de charger la Cour des comptes de contrôler aussi, dans le respect des dépenses personnelles du Roi, les dépenses de la Liste civile qui servent à la fonction royale.

Conclusion

En vue de permettre un débat approfondi sur le rôle de la monarchie, près de deux cents ans après son instauration, nous souhaitons déclarer les articles concernés de la Constitution ouverts à révision. Le sujet a fait l'objet de nombreuses déclarations politiques au cours des dernières décennies. Maintes fois, il a été abordé mais, concrètement, rien n'a changé. On en est resté au stade des déclarations d'intention.

Nous voulons un débat approfondi et nous espérons que les Chambres fédérales accepteront au moins de rendre ce débat possible en déclarant ces articles ouverts à révision.

*
* *

lijke taak, zou dit op de Civiele Lijst verhaald moeten worden. Enkel op die manier krijgt men transparantie over de kosten van de monarchie. Daarbij kan men overwegen om het Rekenhof ook, in respect voor de persoonlijke uitgaven van de Koning, toezicht te laten houden op de uitgaven van de Civiele Lijst die de koninklijke functie dienen.

Besluit

Teneinde na bijna tweehonderd jaar een grondig debat mogelijk te maken over de rol van de monarchie, wensen wij de desbetreffende grondwetsbepalingen voor herziening vatbaar te verklaren. Tijdens de laatste decennia waren er herhaaldelijk politieke oprispingen over de rol van de monarchie. Men heeft zich herhaaldelijk over deze zaken gebogen, maar concreet is er niets veranderd. Het bleef bij kunst- en vliegwerk en nuttige ideeën « voor later ».

Wij wensen een grondig debat en hopen dat de Federale Kamers dit debat tenminste mogelijk willen maken door deze artikelen voor herziening vatbaar te verklaren.

Karl VANLOUWE.

*
* *

PROPOSITION DE DÉCLARATION

Afin de réduire le rôle du Roi à un rôle purement protocolaire, les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision des articles suivants de la Constitution :

- article 36;
- article 37;
- article 40;
- article 44;
- article 45;
- article 46;
- article 50;
- article 63;
- article 72;
- article 74;
- article 75;
- article 78;
- article 79;
- article 80;
- article 85;
- article 86;
- article 87;
- article 88;
- article 89;
- article 90;
- article 91;
- article 92;
- article 93;
- article 94;
- article 95;
- article 96;
- article 98;
- article 102;
- article 104;
- article 105;
- article 106;

VOORSTEL VAN VERKLARING

Teneinde de rol van de Koning te herleiden tot een louter protocolaire rol verklaren de Kamers dat er redenen zijn tot herziening van de volgende artikelen van de Grondwet :

- artikel 36;
- artikel 37;
- artikel 40;
- artikel 44;
- artikel 45;
- artikel 46;
- artikel 50;
- artikel 63;
- artikel 72;
- artikel 74;
- artikel 75;
- artikel 78;
- artikel 79;
- artikel 80;
- artikel 85;
- artikel 86;
- artikel 87;
- artikel 88;
- artikel 89;
- artikel 90;
- artikel 91;
- artikel 92;
- artikel 93;
- artikel 94;
- artikel 95;
- artikel 96;
- artikel 98;
- artikel 102;
- artikel 104;
- artikel 105;
- artikel 106;

— article 107;
— article 108;
— article 109;
— article 110;
— article 111;
— article 112;
— article 113;
— article 114;
— article 151;
— article 153;
— article 160;
— article 165;
— article 166;
— article 167;
— article 184;
— article 195;
— article 197;
— article 198.

17 juin 2013.

— artikel 107;
— artikel 108;
— artikel 109;
— artikel 110;
— artikel 111;
— artikel 112;
— artikel 113;
— artikel 114;
— artikel 151;
— artikel 153;
— artikel 160;
— artikel 165;
— artikel 166;
— artikel 167;
— artikel 184;
— artikel 195;
— artikel 197;
— artikel 198.

17 juni 2013.

Karl VANLOUWE.